GISCARD NOUS NE VOTERONS PAS POUR LUI : POURQUOI ?

La Voix de la Place des Fêtes — n° spécial

Sa politique d'hier dément ses promesses d'aujourd'hui

Souvenons-nous de ses paroles, de son action, encore à la veille de la mort de Georges Pompidou, quand les élections n'étaient pas en vue. Elles éclairent ses promesses actuelles comme purement électorales.

● A la télévision, le 14 mars 1974, il avoue :

« Il faut bien comprendre qu'à un moment où le pouvoir d'achat de la France diminue ou a diminué, il est difficile de réussir à garantir le pouvoir d'achat des Français. »

● Et à Strasbourg, le 19 avril, il reconnait :

« Je n'ai pas l'intention de changer de politique. »

Le champion de la hausse des prix

● De juillet 1969 à mars 1973, pour ne prendre que cette période, où il a été sans interruption ministre des Finances, l'indice des prix CGT est passé de 241,46 à 317,95, soit une hausse de plus de 36 %.

● Plus il est ministre et plus les prix grimpent vite. On passe de la flambée à l'incendie :

— février 1970 - février 1971 : + 7 % ;
— février 1971 - février 1972 : + 8,5 % ;
— février 1972 - février 1973 : + 8,9 % ;
— février 1973 - février 1974 : + 14,1 %.

● Au cours du premier trimestre de 1974, les prix ont augmenté de 4,5 %, soit au rythme de 18 % par an.

Le doigt dans l'œil

● Fin juillet 1969 il déclare à « Paris-Match » : « Il n'y aura pas de dévaluation du franc. » En août 1969, le franc est dévalué de 12,5 %.

● En juillet 1972, il déclare à « Paris-Match » : « La perspective est une hausse de 6 %. » L'indice de la CGT marque une hausse de 8,7 %.

● Le 24 mai 1973, il déclare à l'Assemblée nationale : « Les douze mois qui viennent seront en France la période du ralentissement de l'inflation. » Pour 1973, l'indice CGT enregistre une hausse de 12,5 %.

● En décembre 1973, il se déclare contre le franc flottant et affirme : « L'idée d'un changement de parité du franc est absurde. » Le 19 janvier 1974 le franc flotte, ce qui a correspondu à une dévaluation déguisée de 5 % dans l'immédiat.

Ainsi, constamment, ses belles déclarations ont été démenties par les faits. Il s'est trompé à moins que... il ne nous ait volontairement trompé.

L'homme des bas salaires

Les chiffres officiels de l'INSEE (Institut National des Statistiques et Etudes Economiques) indiquent qu'en 1973 :

— 3 154 000 salariés gagnent moins de 1 200 F par mois ;

— 6 761 000 salariés gagnent moins de 1 700 F par mois.

Semeur de chômage

Une enquête sur l'emploi de l'INSEE révèle que le total de la population à la recherche d'un emploi était de :

● 457 000 en 1962 ;
● 723 300 en 1972.

Médaille d'or du tour de vis fiscal

● Sur l'impulsion de Giscard d'Estaing, l'impôt est allé frapper à des niveaux de revenus toujours plus bas et jusqu'à des retraités qui ne payaient pas d'impôt quand ils travaillaient. Le nombre des assujettis à l'impôt est passé de 5 264 000 en 1959 à 10 513 000 en 1970.

● Entre 1963 et 1966, l'impôt sur le revenu a augmenté de 52 %. Dans le même temps l'impôt sur les sociétés n'augmentait que de 21 %.

L'inventeur de l'avoir fiscal

● Le 12 juillet 1965, Giscard a fait voter la loi créant l'avoir fiscal.

● « La V.O. » avait calculé en 1969 l'impact de cette loi :

— un ménage de salariés avec deux enfants ayant déclaré un revenu de 20 000 F payait un impôt de 421 F ;

— un ménage d'actionnaires ayant déclaré le même revenu touchait, lui, du percepteur 5 340 F.

Le champion de la TVA

● C'est Giscard, le 10 janvier 1966, qui a fait voter la généralisation de la TVA, l'appliquant même au commerce de détail. Les taux de TVA français sont les plus élevés d'Europe.

● Rappelons que chaque fois que le coût de la vie augmente de 1 %, la TVA pompe dans la poche des Français, en grande majorité des petites gens, 1,6 milliard supplémentaire.

Cadeaux à gogo aux grosses sociétés

Sous des formes diverses, avantages fiscaux, subventions, marchés avantageux, prêts à faible taux d'intérêt, le ministère des Finances a multiplié les cadeaux aux grosses sociétés capitalistes. Quelques exemples entre beaucoup d'autres :

● En 1971, l'Etat offre avec notre argent une subvention de 300 millions non remboursable à la Thomson-Brandt. Un de ses administrateurs est M. Edmond Giscard d'Estaing, père du ministre.

● Alors que Caravelle 12 fabriquée par la SNIAS, entreprise d'Etat, doit être financée sur ses propres fonds, Dassault, constructeur privé, obtient un financement de 60 % pour son projet Mercure.

● Pour s'installer à Fos, les géants de la sidérurgie ont obtenu une rallonge de 1 650 millions de francs.

Patron de combat dans son ministère

● Giscard, c'est le « patron » du ministère de l'Economie et des Finances. Un patron de combat : en dix ans d'activité, il a toujours refusé tout contact direct avec les fédérations syndicales de sa propre « entreprise ».

● Il est l'auteur d'une circulaire qui limite les droits syndicaux aux Finances. Il a sanctionné des militants à l'occasion de faits relevant de leur mandat syndical. Il a retenu une journée entière aux agents qui manifestaient — une heure — pour leur revendication ou par solidarité au peuple chilien.

● Par contre, un Ceyrac, patron des « patrons », est régulièrement accueilli rue de Rivoli.